



CHILLY-MAZARIN

Accusé de réception en préfecture  
091-219101615-20210517-D211705-6-DE  
Date de télétransmission : 21/05/2021  
Date de réception en préfecture : 21/05/2021  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PARIS-SACLAY

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU LUNDI 17 MAI 2021**

**Nombre de membres**

**en exercice : 35**

**Présents : 29**

**Représentés : 6**

**Excusé : /**

**Absent : /**

L'an deux mille vingt et un, le dix-sept mai à vingt heures, le Conseil Municipal de CHILLY-MAZARIN, dûment convoqué par la Maire, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Rafika REZGUI, Maire.

**PRÉSENTS :** MME REZGUI, Maire, M. LACAMBRE, MME GY, M. PROPONET, MME LOYAU, M. CRUSE, MMES GREMION, RICCIARELLI, M. DELIANCOURT, MME LE PALUD, ADJOINTS ; M. SERRES, MME NAOUM-GHAZIEFF, M. HAMONIC, MMES BOUGE, MICHON, M. SOUSA, MME YENKETRAMDOO, MM. PAUDELEUX, RICCARDI, POLICE, BOUKOUNA, DEBBI, FERYN, MME TERRINE ; MME CINOSI-GIRARD, MM. BOUCHE, RIBEIRO-CAPITAO, MMES LACARRIERE-FARGES, LEANZA, FORMANT LA MAJORITE DES MEMBRES EN EXERCICE.

**REPRÉSENTÉS :**

**M. JANUS ..... POUVOIR A M. LACAMBRE**

**MME MORIEZ ..... POUVOIR A MME GY**

**MME HADJIAT ..... POUVOIR A MME MICHON**

**M. GNADRE ..... POUVOIR A MME CINOSI-GIRARD**

**MME SICSIC ..... POUVOIR A M. RIBEIRO CAPITAO**

**M. RODRIGUES ..... POUVOIR A M. BOUCHE**

**EXCUSÉ : /**

**ABSENT : /**

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Monsieur **Samy BOUKOUNA** ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

**D211705-6**

Modification de la participation employeur au financement de la protection sociale complémentaire : volets santé et prévoyance.

**OBJET : MODIFICATION DE LA PARTICIPATION EMPLOYEUR AU FINANCEMENT DE LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE : VOLETS SANTE ET PREVOYANCE.****RAPPORTEUR : DOMINIQUE LACAMBRE****NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE**

Depuis la parution du décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011, les collectivités locales et leurs établissements publics peuvent participer financièrement aux contrats de protection sociale complémentaire de leurs agents (la complémentaire santé et/ou la complémentaire prévoyance).

Cette adhésion, contrairement au secteur privé, est facultative. Dans ce cadre, la collectivité a fait le choix d'une convention de participation afin de permettre une meilleure visibilité des aides versées, une homogénéité des couvertures, une optimisation des niveaux de garantie, et le respect des exigences de solidarité fixées par le décret.

Pour ce faire, le Conseil Municipal de la ville de Chilly-Mazarin a pris en 2013 des délibérations permettant d'une part, de conclure une convention de participation au financement de la protection sociale complémentaire des agents avec les opérateurs retenus par le CIG de la Grande Couronne, et d'autre part, de proposer une participation à part égale sur les deux risques Santé et Prévoyance dans la mesure où l'adhésion de la collectivité, même à un taux symbolique, permet à l'agent d'adhérer à ces contrats avantageux.

Ces deux complémentaires sont gérées au sein du groupe VYV par :

- Harmonie Mutuelle pour la complémentaire Santé : 65 agents en bénéficient à ce jour ;
- La Mutuelle Nationale Territoriale pour la complémentaire Prévoyance concernant les risques incapacité, invalidité et décès : 109 agents en sont bénéficiaires à ce jour.

La collectivité a choisi d'adhérer au groupement du Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne.

Pour la première année, à titre expérimental, la participation de l'employeur avait été fixée à 10 € par mois pour les agents dont le revenu net était inférieur à 1 600 €, à 5 € pour les revenus de 1 600 € à 2 500 € et à 1 € au-dessus, en vertu d'une délibération du 27 mai 2013.

Le coût annuel de cette participation est aujourd'hui de près de 14 000 €.

La municipalité précédente a maintenu le dispositif à l'identique : de ce fait l'expérimentation aura duré 7 ans ! Or, aujourd'hui, 78 % des collectivités participent au financement de la prévoyance pour un montant moyen de 12,20 € contre 11,40 en 2017 par mois et par agent, et 66 % à celui de la complémentaire santé pour un montant moyen de 18,90 € contre 17,10 en 2017. (Baromètre Mutuelle nationale des territoriaux début 2021).

L'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique rend la participation employeur obligatoire :

- Pour la prévoyance, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, à hauteur d'au moins 20% d'un montant de référence qui sera fixé par décret,
- Pour la santé, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, pour au moins la moitié d'un montant de référence qui sera fixé par décret.

Un décret doit encore paraître pour préciser les modalités d'application de ces nouvelles dispositions.

Par ailleurs, le conseil municipal devra débattre des garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire avant le 18 février 2022.

Compte tenu de ce qui précède, il est proposé, dans un premier temps, de revaloriser les tranches de détermination de l'aide de l'employeur du taux de l'inflation depuis 2013 (+ 9 %), sans modifier

le montant de l'aide à ce stade. En conséquence, les tranches sont portées respectivement à 1 5750 € et 2 700 € mensuel net.

Accusé de réception en préfecture  
081 244 816 15 20/05/2021 15:17:05  
Date de télétransmission : 21/05/2021  
Date de réception préfecture : 21/05/2021

La participation employeur se déclinera ainsi qu'il suit :

<b>Salaire mensuel net</b>	<b>Participation au risque « Santé » et au risque « Prévoyance »</b>
Salaire mensuel < 1 750 € net	10 €
Salaire mensuel < 2 700 € net	5 €
Salaire mensuel > 2 700 € net	1 €

Pour précision, la participation de l'employeur est soumise à cotisations sociales (CSG/CRDS), et prise en compte dans le calcul du revenu imposable.

Cette proposition a été acceptée à l'unanimité par les membres du comité technique, réunis le 2 avril 2021.

Au vu de ces informations, le Conseil Municipal est invité à se prononcer sur la délibération suivante.

**Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur :**

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code des assurances,

**VU** le Code de la mutualité,

**VU** le Code de la sécurité sociale,

**VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 25 alinéa 6,

**VU** la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 modifiée de transformation de la fonction publique, notamment l'article 40,

**VU** l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique,

**VU** le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

**VU** la circulaire n° RDFB12207899C du 25 mai 2012 relative aux participations des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents,

**VU** la décision de la collectivité de se joindre à la procédure de mise en concurrence engagée par le Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne (CIG),

**VU** les délibérations du Conseil d'Administration du CIG autorisant la signature des conventions de participation relatives aux risques « Santé » et « Prévoyance »,

**VU** la délibération n° D132705-12 du 27 mai 2013 relative à la signature d'une convention avec le Centre Interdépartemental de Gestion (CIG) Grande Couronne dans le cadre de la participation au financement de la protection sociale complémentaire,

**VU** la délibération n° D182012-12 du 20 décembre 2018 accordant une participation financière aux fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé en activité pour le risque santé, c'est-à-dire les risques liés à l'incapacité de travail, l'invalidité ou le décès,

Accusé de réception en préfecture  
091-219101615-20210517-D211785-6-DE  
Date de transmission : 17/05/2021  
Date de réception préfecture : 21/05/2021

**VU** la délibération n° D192111-2 du 21 novembre 2019 accordant une participation financière aux fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé en activité pour le risque santé,

**VU** l'avis du comité technique du 2 avril 2021,

**VU** l'avis de la commission du personnel, administration générale et intercommunalité en date du 6 mai 2021,

**CONSIDERANT** que la commune de Chilly-Mazarin souhaite revaloriser les tranches de détermination de l'aide de l'employeur au financement de la protection sociale complémentaire de ses agents en considération du montant de l'inflation depuis 2013,

### **DELIBERE**

**ARTICLE 1** : DIT que les articles 1<sup>ers</sup> des délibérations susvisées n° D182012-12 du 20 décembre 2018 et n° D192111-2 du 21 novembre 2019 sont modifiés comme suit : La ville de Chilly-Mazarin décide d'accorder sa participation financière aux fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé en activité pour le risque santé, et pour le risque prévoyance :

- La participation financière de la collectivité sera accordée exclusivement au contrat référencé pour son caractère solidaire et responsable par le CIG.
- Le niveau de participation sera fixé comme suit :

Salaire mensuel net	Participation risque « Santé » et risque « prévoyance »
Salaire mensuel < 1 750 € net	10 €
Salaire mensuel < 2 700 € net	5 €
Salaire mensuel > 2 700 € net	1 €

**ARTICLE 2** : PRECISE que les autres articles des délibérations susvisées demeurent inchangés.

**ARTICLE 3** : AUTORISE Madame La Maire à signer les avenants n° 1 aux conventions d'adhésion relatives aux conventions de participation à la protection sociale complémentaire souscrites par le CIG de la Grande Couronne et tout acte en découlant.

**ARTICLE 4** : DIT que les crédits correspondants seront inscrits aux budgets des exercices concernés.

**Résultat du vote** : UNANIMITE.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Extrait certifié conforme.

Chilly-Mazarin, le 17 mai 2021.



La Maire,  
Rafika REZGUI